
LE POINT DU JOUR,

O U

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille
à l'Assemblée Nationale.

N^o. CCIII.

Du Mercredi 3 Février 1790.

Suite de l'affaire des Juifs de Bordeaux.

P ARMI les décrets sanctionnés dont M. le garde-des-sceaux a fait l'envoi dans la séance précédente, les publicistes, les amis de l'humanité ont distingué, avec plaisir, celui qui a été rendu en faveur des Juifs portugais, espagnols & avignonnais, & cela nous donne occasion de compléter la fameuse séance du 28 janvier.

Ce seroit avoir une bien faible idée de la séance, où les intérêts civils de cette classe de citoyens a été agitée, si l'on n'en connoissoit que ce que nous en avons dit dans le N^o. CXCIX, & nous nous étions réservés le droit de revenir sur les débats qui ont précédé les décrets. C'est de ce combat d'opinions que sortent les traits de lumières qui laissent appercevoir aux philosophes les progrès de l'opinion & ceux de la tolérance religieuse. C'est ainsi que la loi, environnée de toutes les circonstances qui l'ont amenée, des débats qui l'ont préparée, & des motifs qui la dictent, se présente à la postérité avec la sanction de la raison générale.

VI.

X.

Nous nous étions arrêtés à l'opinion de M. de Séze.

M. le Chapelier demandoit la priorité en faveur du décret du comité de constitution. S'il s'agissoit, disoit-il, d'examiner si les Juifs peuvent avoir le droit de citoyen, les argumens qu'on leur oppose auroient quelque fondement, mais il ne s'agit que de conserver que des droits acquis. Ces droits pouvoient être qualifiés autrefois de privilèges, quoique ce ne soit que des droits.

Quant aux Juifs d'Alsace & de Lorraine, leur cause doit être séparée, quoique le Juifs d'Alsace aient demandé que ceux de Bordeaux soient assimilés à eux. J'adopte l'avis du comité; car celui de M. l'abbé Mauri compromet l'éta- des Juifs de Bordeaux.

M. l'abbé Mauri, qui a prouvé tant de fois qu'il n'aime pas les israélites, a repris encore la parole, en s'écriant: le décret du comité seroit un décret éternel; les lettres-patentes qu'on a lues, ne sont que confirmer des privilèges; or, ce n'est pas un privilège d'être citoyen actif dans un état: je propose, en conséquence, qu'ils continuent de jouir seulement des droits qui leur sont attribués par des lettres-patentes; si l'on vouloit aller plus loin, il seroit impossible de résister à deux argumens en faveur des juifs d'Alsace & de Lorraine; il ne faudroit que faire enregistrer les mêmes lettres-patentes au parlement de Metz. Ainsi le décret du comité changeroit un brevet dérogatoire en loix du royaume, & ce décret assimileroit à perpétuité les juifs à tous les autres citoyens.

La discussion ayant été fermée, on a lu une foule de motions qui avoient été envoyées sur le bureau. M. Martineau proposoit de décréter que les juifs Portugais des villes de Bordeaux, Bayonne & Avignon, continueront de jouir de tous les droits qui leur sont attribués par des lettres-patentes enregistrées dans les cours, & dont ils sont actuellement en possession.

M. l'abbé Grégoire proposoit à-peu-près la même rédaction, en ajoutant *que celle concernant les juifs de Lorraine, seroit ajournée à jour fixe.*

Un autre vouloit que les juifs en possession des droits de citoyens, continuent d'en jouir, s'ils réunissent les autres qualités exigées par les décrets de l'assemblée.

M. le marquis de Beauharnais a paru réunir le plus de suffrages, lorsqu'il a proposé de décréter que les juifs continueront de jouir des mêmes privilèges & droits dont ils ont joui jusqu'à présent, & qui leur ont été accordées par des lettres-patentes.

La priorité a été demandée d'un côté pour cette rédaction, & de l'autre pour le projet du comité; celui-ci a été mis le premier aux voix, le résultat d'une double épreuve a été le refus de priorité au comité de constitution.

M. de Beauharnais a été plus heureux; sa rédaction a obtenu la priorité. Alors M. de Baumès a proposé trois amendemens, 1°. de substituer les mots *juifs portugais* aux mots *juifs de Bordeaux*; 2°. d'ajouter au mot *droit* celui de citoyen actif; 3°. d'ajourner à jour fixe la question des juifs d'Alsace & de Lorraine.

M. Blin vouloit qu'on ajoutât juifs portugais, espagnols & avignonois. M. de Sèze insistoit beaucoup, afin que l'on mit le mot *droit* de citoyen actif; autrement, disoit-il, les juifs seront exclus des places municipales qui ont toujours été concentrées à Bordeaux en trois classes de citoyens.

Selon M. Garat, il falloit supprimer de la motion les mots lettres-patentes, attendu qu'ils avoient joui d'autres droits que ceux qui y sont exprimés.

M. Dumerz appuyoit fortement cette opinion; mais M. de Saint-Fargeau a proposé une autre rédaction en ces termes: *les juifs espagnols & portugais*, qui en vertu de lettres-patentes jouissent de privilèges particuliers, exerceront à l'avenir tous les droits de citoyen actif, s'ils réunissent les autres conditions prescrites par la constitution.

On a mis aux voix la motion de M. de Saint-Fargeau, pour savoir si c'étoit une rédaction nouvelle ou un amende-

ment, Il a été décidé que ce n'étoit pas un amendement.

La question préalable, posée sur toutes les rédactions & amendemens n'a pas été admise. On l'a posée sur les premiers amendemens en particulier ; il a été déclaré qu'on délibérerait, & les deux amendemens concernant les juifs portugais & espagnols ont été admis ; il en a été de même de l'amendement des juifs avignonois.

Les difficultés & les obstacles paroissent réservés à un amendement plus important, celui des droits de citoyen actif ; on a fait deux épreuves qui ont paru douteuses. L'appel nominal a été demandé ; mais les nobles & les ecclésiastiques desiroient que l'appel fût renvoyé à la séance du soir ou du lendemain ; ils ont même opposé, pendant quelque temps, la résistance la plus forte pour arrêter l'appel nominal.

M. de Liancourt a profité du premier instant de calme, pour dire que l'appel nominal n'étoit que la continuation de la délibération ; qu'il falloit se hâter de délibérer sur une question qui avoit pris déjà un temps précieux ; il a réclamé l'ordre de l'appel nominal.

M. Roderer l'a réclamé aussi en termes plus énergiques ; mais le tumulte n'a pas cessé pour cela, & M. de Toulangeon s'est écrié : « Y a-t-il donc une conjuration impie contre le bien public ? »

M. Goupille, plus sévère encore, a demandé qu'on fît la liste de ceux qui se tenoient debout au milieu de la salle, & qui empêchoient de délibérer.

Enfin, après avoir entendu MM. de Fossigni & Dumets, M. Dambli a pris la parole :

« L'appel nominal a été ordonné, a-t-il dit, il faut s'y soumettre, & mon opinion est qu'on fasse silence, qu'on se mette en place, & que l'appel nominal commence. Ces mots, prononcés par un militaire respectable, ont eu leur effet, & l'appel nominal a eu lieu. Le résultat des voix a été de 374 contre 224 pour l'admission de l'amendement concernant les droits de citoyen actif. »

On a proposé ensuite de mettre aux voix l'addition de ces mots, *nouveaux chrétiens* : il a été déclaré n'y avoir lieu à délibérer.

M. le président a lu ensuite la rédaction de M. le marquis de Beauharnois, avec tous les amendemens qui avoient été adoptés ; il en est résulté le décret que nous avons déjà rapporté à la fin du N°. CXCIX.

C'est ainsi que se termina la séance orageuse du 28 ; sur une question, qui auroit été bien facilement jugée dans tous les tribunaux du royaume.

Séance d'hier.

Elle a commencé par l'annonce qu'a faite M. Target ; que sur 722 votans, M. Bureau de Pusl avoit eu 397 voix, M. de Menou 318, & sept voix perdues.

M. Target a cédé la présidence à son successeur, en disant :

« Si l'honneur de présider cette auguste assemblée, lorsqu'il est déferé par vos suffrages, donnoit les talens nécessaires pour remplir dignement cette place, je n'emporterois en me confondant parmi vous, que la douce pensée que votre choix laissera toujours dans une ame sensible ; mais j'ai trop bien connu le poids des fonctions que vous m'avez confiées. Je les ai trouvées souvent trop supérieures à mes forces pour ne pas sentir le besoin de votre indulgence : elle n'est due qu'à mon zèle ; mais par là du moins je l'ai méritée, & vos bontés pour moi seront une justice que j'ose vous demander. Souffrez aussi, Messieurs, qu'en vous félicitant sur le choix de mon successeur, je regrette de le voir perdu quelque temps pour des travaux que j'ai partagés avec lui. Il est au nombre de ces hommes généralement utiles, qui, lorsqu'on les enchaîne à un devoir particulier, manquent toujours quelque part ».

M. Bureau de Pusl a répondu avec cette modestie qui accompagne & qui relève le véritable talent.

« J'accepte avec autant de reconnaissance, que de respect, les importantes & délicates fonctions que l'assemblée nationale me confie ; & quelque intimidé que je puisse être par les talens de mes prédécesseurs, j'ose espérer que l'indulgence qui m'a destiné à l'honneur de présider vos travaux, ne m'abandonnera pas dans l'exercice difficile de cet emploi ».

On a voté ensuite des remerciemens pour M. Target, & le vœu a été rempli avec le plus vif empressement. Peut-être croira-t-on difficilement que M. Servant, qui a toujours plaidé avec tant d'énergie & de succès la cause du peuple, des mœurs & de la liberté, se soit vu privé de ce dernier bien, & enfermé, ainsi que son fils, dans une prison ; mais quand on saura que c'est par le prévôt de Marseille, par celui-là même contre lequel M. de Mirabeau a présenté à l'assemblée nationale une foule de chefs d'accusation, l'étonnement diminuera sans doute, & l'intérêt qu'inspire les vertus & le patriotisme de l'ancien avocat général de Grenoble, ne servira qu'à rendre sa cause plus favorable, & ses ennemis plus odieux.

M. Durand de Maillane a demandé la parole. « Je dois m'acquitter, a-t-il dit, d'un bien triste devoir. Les habitans de la ville des Baux m'ont écrit que le prévôt général de la maréchaussée de Provence, résidant à Marseille, où il a placé son tribunal, a fait enlever dans la nuit du 23 au 24 janvier par des cavaliers de la maréchaussée & par des dragons de Lorraine en garnison à Tarascon, M. de Servant, ancien magistrat, son fils & un notaire de la ville. Le prétexte de cette violation de la liberté individuelle a été pris de ce qu'un conseil général avoit été tenu dans la ville des Baux, sur la convocation du second consul ; au refus du premier, sous l'autorisation du siège des lieux.

La garde nationale s'étant mise en activité au sujet de cette convocation, on a présenté au prévôt la conduite des milices comme une insurrection coupable. La distance de dix-huit lieues a favorisé les faux rapports, & le pré-

vôt a lancé plusieurs décrets de prise de corps , dont trois ont été exécutés rigoureusement sur les citoyens qu'on vient de nommer ».

M. Durand de Maillane a demandé que cette nouvelle affaire , concernant le prévôt de Marseille , fût renvoyée au comité des rapports , pour être rapportée incessamment , ce qui a été adopté.

Il tardera à tous les bons citoyens que cette affaire soit bientôt présentée , & que la liberté soit rendue à celui qui en a si bien prouvé les avantages dans son *adresse aux amis de la paix*.

M. Thouret a lu la seconde partie ou suite du projet de l'organisation du pouvoir judiciaire.

Le titre XI traite de la haute cour nationale , il est composé de IX articles.

Le titre XII est consacré aux juges & à la forme de juger en matière criminelle. II articles.

Les juges en-matière de police sont l'objet du XIII^e. titre. VIII articles.

Seize articles forment le titre XIV des juges en matière de commerce.

Le titre XV concerne les juges en matière d'administration & d'impôt.

Le titre XVI est le plus intéressant , puisqu'il traite de la suppression des offices & tribunaux incompatibles avec la présente constitution judiciaire. Nous en rendrons un compte plus détaillé.

Le comité de constitution a lu plusieurs articles concernant les difficultés élevées sur l'exécution des décrets des municipalités.

On a demandé ensuite la lecture séparée article par article , afin de les discuter & délibérer avec plus de maturité.

Le premier article traitoit de la manière dont on devoit procéder au scrutin pour les citoyens qui ne savent pas écrire. M. de Lachaissé vouloit que les trois plus anciens d'âge qui recevront les scrutins de ceux qui ne savent pas

écrire, prêtent serment préalable de bien remplir leur commission & de garder le secret.

Suivant M. Landrau, il falloit appeller des paroisses voisines, des écrivains dans les lieux où il ne se trouveroit pas trois personnes qui fussent écrire.

M. Tellier proposoit que chaque électeur sachant écrire, fût tenu de se rendre au bureau des scrutateurs, pour y écrire le nom de la personne à qui ils donnoient leur suffrage, sur un papier paraphé.

Ces amendemens n'ont point eu de succès, & M. Biozat a vu adopter le sien, qui portoit :

» Que les personnes qui seront chargées des fonctions de scrutateur, pourront seules écrire les noms qui seront déclarés par ceux des électeurs qui ne sauront pas écrire. »

L'article a été mis aux voix avec ses amendemens, & adopté en ces termes :

ARTICLE PREMIER.

Dans les assemblées de communautés & dans les assemblées primaires, les trois plus anciens d'entre ceux qui savent écrire, pourront seuls écrire au premier scrutin, en présence les uns des autres, le bulletin de tous citoyens actifs qui ne pourroient l'écrire eux-mêmes ; & lorsqu'on aura nommé des scrutateurs, les scrutateurs pourront seuls, après avoir prêté le serment de bien remplir leurs fonctions & de garder le secret, écrire les scrutins postérieurs, les bulletins de ceux qui ne sauront point écrire.

L'article II, lu par M. Desmeunier, rapporteur du comité de constitution, a été attaqué par M. Barnave, comme dangereux & inutile, puisqu'il exposoit les habitans des campagnes à faire les élections à haute voix ; méthode qui auroit pu être favorable à une ou deux personnes qui dominent dans chaque communauté. M. Barnave a demandé la question préalable sur cet article ; elle a été mise aux voix & adoptée.

L'article III, qui admet pour l'éligibilité les contributions payées dans telles parties du royaume que ce soit, a été

attaqué par M. Négaret, qui prétendoit que les affaires municipales ne devoient être confiées qu'à des hommes qui ont un intérêt & des propriétés dans les communautés où ils se trouvent. M. de Foucaud appuyoit cette opinion en faisant craindre *les coureurs de municipalités*; mais M. Target a répondu qu'il y avoit déjà un décret qui exigeoit le domicile d'une année, ce qui détruisoit toutes ces objections.

L'article a été mis aux voix & décrété ainsi :

» Pour être citoyen actif ou éligible, il n'est pas besoin de payer dans le lieu même la quotité de contribution directe exigée par les décrets antérieurs. Il suffit de la payer dans quelque partie du royaume que ce soit. »

Le quatrième article a été l'objet des réclamations d'un curé qui vouloit en faire retrancher le serment, attendu, disoit-il, que les citoyens actifs ne sauront sur quoi ils jurent, la constitution n'étant pas achevée; mais l'article a été décrété ainsi :

Les membres des assemblées des communautés ou des assemblées primaires, prêteront individuellement le serment patriotique. Le président prononcera la formule, & les citoyens actifs, appelés l'un après l'autre, répondront en levant la main : *je le jure*.

L'article V avoit pour objet de concilier pour l'exécution actuelle de l'assemblée les nouveaux comités permanens & les anciennes municipalités; les opinions ont été partagées parmi les orateurs. M. Dupont donnoit la préférence aux municipalités anciennes, qu'il regardoit comme seules légales. M. Target croyoit que ceux qui sont en possession des fonctions municipales, à l'époque des envois des décrets sur les municipalités, devoient les faire exécuter; que dans le doute, le comité permanent devoit avoir la préférence.

MM. de Virieux, Moreau, Loys, Foucaud, Mongins de Roquafort, ont présenté des observations sur cet article, qui a été rédigé ainsi :

Dans tous les lieux où des comités élus librement par la commune, remplissent les fonctions municipales conjointement avec les anciennes municipalités, les anciennes opérations, relatives à l'exécution des décrets de l'assemblée sur la formation des municipalités nouvelles, seront faites par les officiers municipaux, & les comités conjointement dans les lieux où d'anciennes municipalités non électives sont cependant restées en possession des fonctions municipales, quoique des comités élus librement s'y soient établis. Elles procéderont aussi à l'exécution du décret concernant les nouvelles municipalités, conjointement avec les comités librement élus : dans tout autre cas, les comités élus librement seront chargés seuls de l'exécution du décret relatif aux nouvelles municipalités.

L'article suivant a été adopté sans réclamation, tant les principes sur lesquels il est établi sont nécessaires à la liberté publique.

» Lorsque les nouvelles municipalités seront formées, les comités permanens électoraux & autres, sous quelque dénomination que se soit, ne pourront plus continuer aucunes fonctions municipales; les compagnies armées sous le titre de milice bourgeoise, garde nationale volontaire, ou sous toute autre dénomination, ne se mêleront, ni directement, ni indirectement, de l'administration municipale, mais obéiront aux requisitions des officiers municipaux, en conformité aux décrets de l'assemblée nationale ».

Un nouveau article favorable aux artisans des villes & aux fermiers dans les campagnes, a été présenté à la discussion. M. Barnave vouloit réduire à 15 livres le fermage qui devoit donner provisoirement le droit de citoyen actif. Cet amendement a été rejeté.

Deux autres amendemens de MM. d'Allarde & Dumets ont été rejetés par la question préalable, & l'article a été décrété en la forme suivante :

A R T. V I.

Dans les lieux où il n'y a que des contributions territoriales, dans ceux où l'on ne perçoit aucune contribution directe, soit parce qu'elle a été convertie en impositions indirectes, soit par toute autre cause, il est décrété jusqu'à la nouvelle organisation de l'impôt, que tous les citoyens qui réuniront d'ailleurs les autres conditions prescrites par les décrets de l'assemblée, seront réputés citoyens actifs & éligibles, excepté dans les villes ceux qui n'ayant ni propriétés, ni facultés connues, n'auront d'ailleurs ni profession ni métier; & dans les campagnes, ceux qui n'auront aucune propriété foncière, ou qui ne tiendront pas une ferme ou métairie de 30 liv. de bail.

Un dernier article étoit nécessaire pour ne pas troubler les élections déjà faites, & l'on a adopté avec empressement l'article suivant :

A R T. V I I.

L'assemblée nationale décrète que l'on ne pourra, d'après les 6 articles, revenir contre les élections municipales déjà faites.

Les divers articles doivent être portés à la sanction incessamment.

M. de Foucaud a demandé avec instance d'être entendu sur les événemens désastreux qui se passoient en Périgord. Il a lu la lettre d'un possesseur de terre dans cette province, qui a été obligé, par 400 hommes armés, de consentir la quittance de certains droits seigneuriaux. Il a fait encore lecture de deux autres lettres au sujet de quelques insurrections dans la sénéchaussée de Sarlat.

M. de la Chaîse a parlé aussi de quelques excès graves, commis dans le Querci, sur des possesseurs de terre & sur quelques propriétaires.

M. de Fumel a rapporté un événement survenu dans l'Agénois, à raison de paiement de droits seigneuriaux.

M. de Montagut s'est plaint de ce que dans le Comminge & Nébouzan on voloît à main armée.

M. Target , après avoir entendu ces différens rapports en a demandé le renvoi à vendredi , jour auquel le comité féodal feroit son rapport sur le mode & le prix du rachat des droits seigneuriaux.

M. Goupille , président du comité féodal , a dit qu'il s'étoit occupé des décrets à proposer concernant le rachat ; qu'il étoit arrivé des mémoires & des plaintes de différentes parties du royaume sur le payement des droits féodaux , & que le comité avoit toujours répondu que ces droits devoient être payés comme l'année précédente , jusqu'à ce que la loi du rachat fût faite.

« Il est impossible , a dit M. Duport , de vendre des biens domaniaux & ecclésiastiques , si le comité féodal n'a pas fait décréter le prix & le mode du rachat des droits féodaux & censuels. »

MM. Prieur , Chaffer & Crancei ont appuyé cette opinion , & M. le président a demandé au comité féodal d'assigner un jour fixe pour son rapport , qui a été ajourné à samedi , ainsi que la lecture d'une adresse aux provinces sur les impositions & les droits féodaux.

M. Fermond a demandé ensuite que , vu le refus de la chambre des vacations de Rennes d'enregistrer les décrets de l'assemblée , cette affaire fût renvoyée à aujourd'hui une heure.

M. de Phéline a été nommé adjoint au comité de constitution , pour la division du royaume , à la place de M. Bureau de Pusy , président de l'assemblée.

On souscrit , à Paris , chez C U S S A C , Libraire , au Palais-Royal. N^{os}. 7 & 8 , & chez les principaux libraires , de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement , de 30 numéros , est de 6 livres pour Paris , & de 7 liv. 10 sous franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent ; sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.